



**TELESURVEILLANCE, TELESECURITE ET
MAINTENANCE DES SYSTEMES
ANTI-INTRUSION**

Règlement de la consultation

Date limite de réception des plis : 11/07/2025, 12 heures

Numéro de procédure : UR287-2025-05

Procédure adaptée

- *Articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique (procédure adaptée)*
- *Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)*

1.1 – Objet – Contexte

Objet – Contexte

Cette consultation est relative à l'achat de prestations de télésurveillance, de télé sécurité, de levée de doutes ainsi que de prestations de maintenance des systèmes anti-intrusion, sous forme de lots différenciés pour le compte de l'Urssaf Normandie.

L'achat de ces prestations s'inscrit dans le contexte d'une continuité de service des prestations et des installations, ainsi que dans le cadre de contrats à obligation de résultat.

L'obligation de résultat implique une exécution conforme des prestations, conditionnée par l'atteinte d'un certain résultat, quels que soient les moyens déployés par le titulaire du marché pour y parvenir. Le coût lié au déploiement de tous moyens supplémentaires en vue de l'atteinte dudit résultat (notamment horaires/humains, matériels) est déjà compris dans les prix du marché (cf. article 4.1 du CCAP) et ne saurait justifier de suppléments de rémunération pour le titulaire. L'obligation de résultat est détaillée au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du contrat.

Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCAP et CCTP) détaillent l'ensemble des clauses particulières applicables au contrat. Ces deux documents s'appliquent pour tous les lots de la consultation.

1.2 – Prestations – Quantités – Allotissement – Prestations similaires

Prestations

Le titulaire du marché assure la maintenance et l'entretien des installations décrites au CCTP conformément aux règles de l'art et à la réglementation suivante :

- Code du travail ;
- Article CO 48 du règlement de Sécurité dans les ERP, en date du 25/06/1980 ;
- Livre VI du code de la sécurité intérieure ;
- APSAD R31 (télésurveillance vol ou incendie) ou équivalent ;
- APSAD R81 (détection d'intrusion) ou équivalent ;
- QUALIFALARM ou équivalent ;
- Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 (sécurité des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques) ;
- Norme NF C15-100 relative aux installations électriques basse et très basse tension ;
- Norme NF C18-510 relative aux opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique et la prévention du risque électrique.

L'accord cadre comprend les prestations suivantes :

- Prestations de télésurveillance ;
- Prestations de télé sécurité ;
- Prestations de levée de doutes ;
- Prestations de maintenance des systèmes anti-intrusion (préventive et corrective).

L'accord cadre exclut les prestations suivantes :

- La maintenance des équipements neufs encore sous garantie ;
- Les travaux d'amélioration, d'extension ou de remplacement intégral des installations ;
- Le contrôle technique et les vérifications périodiques réglementaires des installations.
- Les prestations de maintenance relatives aux systèmes de sécurité-incendie.
- Les prestations de maintenance relatives aux installations électriques générales CFO/CFA/VDI.

L'accord-cadre conclu à l'issue de la consultation fixe toutes les stipulations contractuelles relatives à l'exécution des prestations. Les prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Quantités

Les prestations sont souscrites selon les besoins et quantités qui seront définies :

- Dans les actes d'engagement et CCTP, pour les prestations forfaitaires ;

- Dans les bons de commandes des documents particuliers de chaque accord cadre pour les prestations unitaires.

Chaque contrat, souscrit pour chaque lot objet de la présente consultation :

- Sera exécuté, pour ce qui concerne les prestations à prix forfaitaire, mensuellement tout au long de la période d'exécution du contrat.
- Sera exécuté, pour ce qui concerne les prestations à prix unitaires, au fur et à mesure par l'émission de bons de commandes (sans remise en concurrence) selon les modalités définies dans les documents particuliers (article R2162-3 du code de la commande publique).
- Sera conclu à hauteur des montants maximums, toutes reconductions confondues, indiqués par lot dans le tableau ci-dessous :

Lot n°1 – Télésurveillance, télésecrétariat et levée de doutes pour les sites de l'Urssaf Normandie	100 000 € HT
Lot n°2 – Maintenance des systèmes anti-intrusion pour les sites de l'Urssaf Normandie	42 000 € HT
TOTAL consultation	142 000 € HT

La nature des besoins étant difficilement prédictible, les montants des dépenses maximum indiqués ci-dessus ne constituent pas une garantie de dépenses effectives.

Il est rappelé aux candidats qu'en vertu des dispositions régissant les bons de commandes, l'atteinte du montant maximum constitue une condition résolutoire impérative de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution restante.

A titre indicatif, le montant de chaque accord-cadre a été estimé à :

	Lot 1	Lot 2
TOTAL réel estimé (€ HT)	40 000 €	20 000 €

Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre informatif et indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.

Allotissement

Le périmètre et la consistance de chaque lot mentionné ci-dessus est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les candidats peuvent déposer une offre pour un seul lot, plusieurs lots ou tous les lots. Il n'y a pas de nombre maximal de lots pouvant être attribués à un candidat.

La consultation n'autorise pas les candidats à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus. Dans une telle hypothèse, leur offre sera rejetée. Les offres seront par conséquent appréciées lot par lot. Chaque lot sera attribué séparément et aboutira à la conclusion d'un contrat distinct avec le ou les attributaire(s) retenu(s) pour chaque lot.

Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

1.3 – Durée – Commencement d'exécution – Reconduction

Durée initiale

Chaque accord cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois, à compter du 01/09/2025.

Reconduction

A l'issue de cette période, chaque accord cadre sera reconduit par période supplémentaire de 12 mois, tacitement, à compter de sa date anniversaire, au maximum trois fois.

La décision unilatérale de ne pas reconduire chaque contrat, au seul bénéfice de l'organisme, prendra la forme d'une télécopie ou d'une lettre recommandée avec avis de réception envoyée au moins 1 mois avant l'échéance de la période en cours. Conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique, il est précisé dans le contrat que le titulaire ne pourra pas s'opposer à la reconduction de celui-ci.

En tout état de cause, le contrat ne pourra s'exécuter au-delà d'une période de 48 mois, toutes reconductions confondues.

1.4 – Procédure – Langue

Procédure

Chaque contrat conclu sera un accord-cadre mono attributaire fixant toutes les stipulations contractuelles, relatif à des prestations de services, passé à prix forfaitaires et unitaires en application :

- Du code de la commande publique
- De l'arrêté du 19/07/2018, portant réglementation des marchés publics des organismes sécurité sociale.

La procédure utilisée est la procédure adaptée (articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du code de la commande publique).

L'exécution de chaque accord-cadre sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

- Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) en vigueur, sauf dérogations mentionnées au CCAP.
- Toute autre réglementation afférente à son objet, en sus des spécifications détaillées dans les documents particuliers de chaque contrat.

Langue

La langue utilisée dans le cadre de la procédure est le français. Tous les documents remis par les candidats sont écrits en français ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme en français, sous peine de rejet de la candidature et/ou de l'offre.

1.5 – Publicité

La consultation fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié :

- Au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP)
- Sur le profil acheteur de l'Urssaf Normandie, la plateforme **PLACE**.

1.6 – Modalités de financement et de paiement – Avances

Financement

L'accord-cadre est financé sur les fonds propres de l'organisme. Les dépenses afférentes à l'accord cadre seront inscrites au budget de l'organisme.

Paiement

L'unité monétaire utilisée pour la conclusion et l'exécution du marché est l'Euro (€).

Prix	Paiement – délai global de 30 jours	
Prestations à prix forfaitaires	Semestriel – paiement à terme échu	Selon les conditions relatives aux délais de paiement définies aux articles R2192-12 à R2192-15 du code de la commande publique.
Prestations à prix unitaires et à bons de commande (hors forfaits)	Paiement afférent aux quantités notifiées par bons de commande	

Avances

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 (régime général de l'avance) du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée. L'article 4.3 du CCAP détaille les modalités de versement et de remboursement de l'avance.

Acomptes

Le titulaire du contrat (ainsi que tout sous-traitant éligible au paiement direct) pourra prétendre au versement d'acomptes, conformément aux dispositions des articles L2191-4 et R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Aucun autre acompte ne sera accordé.

Retenue de garantie

Les contrats ne comportent aucune retenue de garantie.

Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Nantissement – Cession de créance

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles L2191-8 et R2191-45 du code de la commande publique. L'article 4.5 du CCAP détaille les conditions et notification du nantissement et de la cession de créance.

1.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **90 jours**, à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2 – DOSSIER DE CONSULTATION

2.1 – Contenu du dossier de consultation

Les documents originaux conservés par l'Urssaf Normandie font seuls foi. Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

1. Le règlement de la consultation (RC).
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), document applicable à l'ensemble des lots,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), document applicable à l'ensemble des lots,
4. Un acte d'engagement (AE) et ses annexes, par lot : annexe 1 (cadre de réponse technique), annexe 2 (annexe financière), annexe 3 (déclaration de sous-traitance) et annexe 4 (cession et nantissement de marché)

2.2 – Modifications de détails aux documents de consultation

L'Urssaf Normandie pourra apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés. Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 – Modalités de retrait du dossier de consultation

- Téléchargement gratuit du dossier de consultation sur le profil d'acheteur de l'Urssaf Normandie, à l'adresse Internet indiquée ci-après :
- Remise gratuite à tout candidat, sur demande écrite ou par courriel à l'adresse indiquée ci-après :

Urssaf Normandie – Siège social
A l'attention du Pôle Achats marchés
61, Rue Pierre Renaudel CS92035
76040 Rouen Cedex1

L'accueil sur site pour les soumissionnaires à l'accord-cadre et transporteurs de plis ne sera pas assuré par les services de l'organisme

Courriel : achatsmarches.normandie@urssaf.fr
Adresse du profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr/entreprise

2.4 – Variantes

Variantes proposées par les soumissionnaires

Ces variantes ne sont pas autorisées. Les offres doivent être conformes aux documents de consultation qui ne sauraient faire l'objet de modifications par les candidats, sous peine de rejet de leur offre.

Variantes obligatoires imposées par le cahier des charges

La consultation ne comporte aucune variante obligatoire imposée par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 3 – CANDIDATURES – OFFRES – MODALITES DE TRANSMISSION

3.1 – Présentation des candidatures, justificatifs et preuve des capacités

Sous peine de rejet de leur candidature, les candidats produisent un dossier complet comprenant les garanties et documents mentionnés ci-après.

Document unique de marché européen (DUME)

L'Urssaf Normandie accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché, en lieu et place des documents exigés ci-dessous et mentionnés à l'article R2143-4 du code de la commande publique.

L'Urssaf Normandie autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour exécuter le marché, sans fournir d'autres informations particulières.

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen déjà utilisé dans une précédente procédure mais doivent dans ce cas confirmer que les informations y figurant sont toujours valables.

Justificatifs relatifs à la situation juridique

(Article R2143-3 1° du code de la commande publique)

- Une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et qui précisera si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres.
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés au code de la commande publique.

- Une déclaration indiquant que le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

NB : Les imprimés DC1 et DC2 du ministère des Finances et de l'Economie peuvent être utilisés et sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Si le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- **Société nouvellement créée** : les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.
- Pour les candidats soumissionnant à la consultation :
 - Copie de **l'autorisation administrative d'exercer une activité de surveillance** telle que prévue par l'article 7 de la loi n°83-629 du 12 juillet 1983 et par le décret n°86-1058 du 26 septembre 1986.
 - Copie de **l'agrément du certificat de qualification professionnelle des dirigeants et salariés** des entreprises exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds, de protection physique des personnes et de vidéo protection, tel que prévu par le décret n°2005-1122 du 6 septembre 2005 modifié.
 - Copie des cartes professionnelles des salariés qui seront affectés à la mission.

Justificatifs relatifs à la capacité économique et financière

(Article R2143-3 2° du code de la commande publique)

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Des déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents (notamment copie de l'attestation d'assurance garantie décennale).

Justificatifs relatifs aux références professionnelles et à la capacité technique

(Article R2143-3 2° du code de la commande publique)

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
- Pour le lot 1, une copie de la certification APSAD R31 (télésurveillance vol ou incendie) ou équivalent.

L'Urssaf Normandie acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Candidature groupée

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Si le candidat veut justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

Le mandataire d'un groupement ne peut représenter en cette qualité, plus d'un groupement pour un même marché. Il est interdit aux candidats de soumissionner plusieurs fois pour un même marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique n'est imposée par l'Urssaf Normandie. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution de le marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Urssaf Normandie.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, entre la date de remise des offres et la date de signature du contrat, que dans les conditions prévues à l'article R2142-26 du code de la commande publique.

Sous-traitance

La sous-traitance des prestations objets du présent contrat est possible dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et aux articles L2193-1 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

Tout sous-traitant présenté avant la notification de le marché devra produire les documents et garanties exigées à l'article 3.1 du présent document.

Justificatifs fiscaux et sociaux

Conformément aux articles R2143-7, R2143-8 et R2143-9 du code de la commande publique, l'Urssaf Normandie, préalablement à la notification du marché, demandera par tous moyens au soumissionnaire retenu de transmettre les copies des documents suivants :

- Attestation de régularité fiscale.
- Attestation de régularité sociale.
- N° d'identification unique.

Le soumissionnaire retenu bénéficiera de 15 jours calendaires pour remettre ces pièces. Le contrat ne pourra lui être notifié que si celui-ci produit, dans le délai imparti, ces documents, sous peine de rejet de sa candidature.

Documents et informations préalablement transmis

Conformément aux dispositions de l'article R2143-14 du code de la commande publique, l'Urssaf Normandie précise que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

3.2 – Présentation des offres

Sous peine de rejet de l'offre selon les conditions mentionnées à l'article 4.2, les candidats produisent un dossier complet comprenant a minima les documents suivants :

Un acte d'engagement et ses annexes par lot soumissionné, l'ensemble daté et signé par une personne habilitée à engager le candidat :

- Les annexes 1 (cadre de réponse technique) et 2 (annexe financière) devront être complétées, datées et signées.
- L'annexe 3 (déclaration de sous-traitant) est à compléter, dater et signer uniquement en cas de présentation d'un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre.
- L'annexe 4 (cession et nantissement de créance) n'est pas à remplir, mais doit être fournie avec l'acte d'engagement.

Un mémoire technique peut également être joint en complément à l'acte d'engagement et au cadre de réponse technique et détailler les informations relatives à celui-ci, ainsi que toute information que le candidat jugera utile à l'appui de l'analyse son offre. Le candidat devra privilégier le cadre de réponse technique pour ses réponses.

Les candidats sont invités à joindre également un relevé d'identité bancaire de leur compte (cet élément n'est cependant pas obligatoire au stade du dépôt des offres).

3.3 – Modalités de transmission des candidatures et des offres

Les plis contenant candidatures et offres doivent impérativement parvenir avant la date et l'heure limite de réception des plis à l'adresse de l'Urssaf Normandie (cf. article 2.3 du présent document), sous peine de rejet.

Cette consultation n'est pas éligible au dispositif « Marché public simplifié », tel que prévu par le décret n°2014-1097 du 26/09/2014 portant mesures de simplification applicables aux marchés publics.

Transmission au format dématérialisé

Les candidatures et offres devront être déposées par voie électronique, conformément aux l'articles R2132-7 et suivant du code de la commande publique.

La transmission dématérialisée des plis doit s'effectuer, sous peine de rejet du pli, via le profil d'acheteur PLACE de l'Urssaf Normandie, à l'adresse indiquée à l'article 2.3 du présent document (site gratuit, en libre accès).

- Les transmissions de plis dématérialisés **par courriel ou télécopieur ne sont pas autorisées**.
- La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités suivantes : transmission dans les conditions visées à l'arrêté du 27/07/2018 (support papier ou physique électronique ; dans ce dernier cas, les documents sont revêtus de la signature électronique). La copie de sauvegarde est placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde », ainsi que l'intitulé et le numéro de la procédure de consultation. Elle doit parvenir à l'Urssaf Normandie avant la date et l'heure limite de réception des plis. L'ouverture de la copie de sauvegarde intervient uniquement dans les conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté susmentionné.
- Seule la **date de dépôt sur le profil d'acheteur fait foi** pour toute question relative à sa date limite de réception. Les plis dématérialisés doivent donc être déposés sur le profil d'acheteur avant la date et l'heure limite de remise des plis.
- Les fichiers transmis doivent être préalablement traités avec un anti-virus régulièrement mis à jour. Si L'Urssaf Normandie détecte dans l'un de ces documents un programme informatique malveillant (virus, troyen, ver, etc.), elle procédera en appliquant les modalités fixées par la réglementation relative à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Le candidat veille à **authentifier la signature de la personne habilitée à engager la société**, selon les prescriptions des articles 1316 à 1316-4 du code civil, donner une date certaine à la réception et obtenir un accusé de réception électronique.
- Les fichiers sont revêtus d'une **signature électronique sécurisée** conforme au référentiel intersectoriel de sécurité et référencée sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. En application de l'arrêté du 15/06/2012 susmentionné, les certificats électroniques de signature conformes au Référentiel Général de Sécurité (RGS) seront acceptés (niveaux ** et *** RGS). Les formats de signature de référence acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.
- Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Les fichiers transmis sont établis selon l'un des formats suivants : .DOC (compatible Word version 97 et postérieures), .XLS (compatible Excel version 97 et postérieures), .PDF ou .ZIP (le contenu des archives devra cependant appartenir à l'un des trois formats susmentionnés).
- Pour toute demande d'assistance technique, question ou problème rencontré, les candidats peuvent contacter le service technique de la plateforme PLACE à travers le menu aide ou en cliquant sur l'icône assistance.
Le guide d'utilisation est disponible à l'adresse suivante : [PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat](#)

Mise à disposition électronique de documents et d'informations

Conformément aux dispositions de l'article R2143-13 2° du code de la commande publique, les soumissionnaires doivent indiquer, dans leur dossier, toutes les informations nécessaires à la consultation d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, en vue de l'obtention, par l'Urssaf Normandie, de documents et moyens de preuve que celle-ci pourrait obtenir par leur biais. L'accès aux dits systèmes ou espaces de stockage doit être gratuit.

ARTICLE 4 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'Urssaf Normandie pourra vérifier les capacités des candidats au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre et, à ce titre, pourra être amenée à examiner les offres avant les candidatures.

4.1 – Analyse des candidatures

Avant tout examen des candidatures, en cas de pièces mentionnées à l'article 3 manquantes ou incomplètes, il pourra être fait application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, pour tous les candidats concernés, qui pourront compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous, à compter de la date de demande par l'Urssaf Normandie. Le délai sera communiqué au moment de la demande adressée par l'Urssaf Normandie.

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions précitées du code de la commande publique, de l'article 16 de la loi n° 2014-873 du 04/08/2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et/ou qui ne produisent pas ou ne complètent pas les pièces mentionnées à l'article 3 dans le délai imparti, ne seront pas admis.

Les candidatures seront appréciées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites par les candidats. Toutes les références et garanties requises au titre de celles-ci constituent des critères de sélection des candidatures, appréciés à valeur égale.

4.2 – Analyse des offres

Les montants en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) des prix proposés figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, ainsi que les informations figurant dans l'annexe cadre de réponse de ce même document, prévaudront sur toutes autres informations contenues dans l'offre.

Avant tout classement, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, au sens des articles L2152-1, L2152-2, L2152-3, L2152-4 et R2152-1 du code de la commande publique, et non régularisées conformément aux dispositions de l'article R2152-2 de ce même code, seront éliminées.

Les offres anormalement basses telles que prévues par l'article L2152-5 du code de la commande publique, et non justifiées dans les conditions de l'article R2152-3 du code de la commande publique, seront éliminées conformément aux dispositions de l'article R2152-4 de ce même code.

Après analyse et notation, les offres retenues seront celles jugées économiquement les plus avantageuses, par classement décroissant, lot par lot, en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critères applicables à l'analyse des offres déposées pour le lot n°1

Critères (par ordre décroissant)	Pondérations	Éléments d'appréciation
Critère 1 : Prix des prestations	50% de la note finale	A partir des éléments de prix renseignés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement
<i>Sous critère 1.1 : Coûts forfaitaires annuels</i>	45%	
<i>Sous critère 1.2 : Coûts unitaires des interventions</i>	40%	
<i>Sous critère 1.3 : Coûts horaires d'immobilisation</i>	15%	
Critère 2 : Qualité des prestations	40% de la note finale	A partir des éléments renseignés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement et tout document mentionné
Critère 3 : Performances en matière de développement durable	10% de la note finale	A partir des éléments renseignés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement et tout document mentionné

Critères applicables à l'analyse des offres déposées pour le lot n°2

Critères (par ordre décroissant)	Pondérations	Éléments d'appréciation
Critère 1 : Prix des prestations	40% de la note finale	A partir des éléments de prix renseignés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement
<i>Sous critère 1.1 : Coûts forfaitaires préventif</i>	60%	
<i>Sous critère 1.2 : Coûts unitaires correctif</i>	40%	

Critère 2 : Qualité des prestations	30% de la note finale	A partir des éléments renseignés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement
Critère 3 : Délai maximal de remise en service des installations	20% de la note finale	A partir du délai correspondant renseigné dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement et tout document mentionné
Critère 4 : Performances en matière de développement durable	10% de la note finale	A partir des éléments renseignés dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement et dans le mémoire technique et tout document mentionné

ARTICLE 5 – NEGOCIATIONS

L'Urssaf Normandie se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant déposé une offre. Si des négociations sont engagées, elles le seront avec l'ensemble des candidats sélectionnés, en respectant les principes généraux de transparence de la procédure et d'égalité de traitement entre les soumissionnaires. Les modalités de négociation seront identiques pour tous les soumissionnaires et leur seront notifiées par tous moyens, pendant l'analyse des offres.

Cette négociation portera sur l'ensemble des caractéristiques financières et techniques de l'offre des candidats et permettra de détailler si besoin les éléments de leur offre. Cette négociation ne peut changer l'objet du marché ni en modifier substantiellement les termes.

Dans tous les cas, la négociation doit être impartiale et ne peut aboutir à transmettre des informations concernant les offres des opérateurs économiques tiers.

Dans l'hypothèse où à l'issue des négociations, certaines offres s'avèreraient irrégulières ou inacceptables, elles seraient éliminées conformément aux dispositions de l'article R2152-1 du code de la commande publique.

L'analyse et le classement des offres restantes sera effectué sur la base des critères pondérés annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés à l'article ci-dessus.

ARTICLE 6 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

6.1 – Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent faire parvenir, dans un délai au moins égal à 8 jours avant la date limite de réception des offres, leurs questions sur le profil d'acheteur PLACE à l'adresse indiquée à l'article 2.3 du présent document.

En cas d'impossibilité et seulement si, ils pourront contacter le pôle achats-marchés par courriel à l'adresse électronique suivante :

achatsmarches.normandie@urssaf.fr

La responsable du service et les acheteurs de l'équipe se tiennent à disposition par téléphone, si la voie de contact courriel ne fonctionnait pas, et uniquement si, :

Mme HERANVAL Ingrid (Responsable du service Achats Marchés)
02 35 58 39 79

M. David PRIEUR
02 32 28 68 44

M. Tony LEROY
02 35 19 15 16

M. Matthieu GIBOURDEL
02 35 06 69 19

Mme Margaux SAINT MARTIN
02 35 19 15 05

Les renseignements complémentaires sont communiqués par l'Urssaf Normandie au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Passé ce délai, aucun complément d'information ne pourra être communiqué.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'Urssaf Normandie ne pourra communiquer de compléments d'informations ou de réponses aux questions posées par les opérateurs économiques via la plateforme PLACE **qu'aux seuls candidats identifiés** (soit par une demande écrite ou un courriel, soit par le téléchargement du dossier de consultation sur ladite plateforme et sous réserve qu'ils aient accepté de s'identifier préalablement sur PLACE). Par conséquent, **les candidats ne souhaitant pas s'identifier préalablement ne pourront prétendre au même niveau d'information que ceux ayant procédé à leur identification.**

6.2 – Visites obligatoires

Afin d'affiner le contenu de son offre et d'estimer au mieux la consistance des prestations, chaque candidat doit prendre rendez-vous auprès des contacts ci-dessous afin de pouvoir visiter les locaux destinés à recevoir les prestations.

URSSAF Normandie			
Site de Saint Lo	Site de Caen Isigny	Site de Alençon	Site de Rouen
Contact : M. GUILLEMET 02 33 72 13 11 ou 06 76 71 84 44 wilfried.guillemet@urssaf.fr	Contact : M. LAVACHE 02 31 29 27 91 ou 06 37 43 39 68 fabien.lavache@urssaf.fr	Contact : M. KERRAOUI 07 82 26 01 15 yanis.kerraoui@urssaf.fr	Contacts : M. BECQUET 06 07 42 56 55 didier.becquet@urssaf.fr Mme HERANVAL 02 35 58 39 79
Adresse : 1, rue de la laitière normande CS 81313 50000 SAINT LO CEDEX	Adresse : 22, rue d'Isigny CS 60001 14045 CAEN CEDEX 9	Adresse : Pôle d'activités d'Ecouves Rue François Arago CS 30000 VALFRAMBERT 61250 ALENCON	Adresse : 61 rue Pierre Renaudel CS 92035 76040 ROUEN CEDEX 1

Site d'Evreux	Site de Dieppe
Contact : M. SOREL 02 32 28 68 18 06 64 39 50 76 julien.sorel@urssaf.fr	Contact : M. GUEROUT 02 35 06 38 93 06 49 88 77 56 jerome.guerout@urssaf.fr M. LEOTARD 02 35 06 69 27
Adresse : Parc de la Forêt 209 Rue Henri Becquerel BP 250 27000 EVREUX	Adresse : 5 quai du Tonkin 76200 DIEPPE

Le candidat est réputé avoir une connaissance complète de l'existant et des locaux, en vue de l'exécution de l'établissement de son offre et de l'exécution des prestations. Il ne saurait donc valablement arguer d'une méconnaissance en la matière pour émettre des réserves à son offre, ou retirer celle-ci une fois déposée.

Une attestation probatoire de visite signée sera remise au candidat qui devra la joindre à son offre. L'oubli d'attestation de visite dans le pli du candidat n'entraînera pas le rejet de son offre, mais nécessitera régularisation (erreur matérielle). L'absence de visite conduira au rejet de l'offre.

L'ensemble des frais de déplacement du fait des visites préalables reste à la charge des candidats.